

ANNEXE E

*Données détaillées sur les déclarations de conflits d'intérêts**

Cette annexe fournit des données pour chaque pays ayant répondu à l'enquête sur les types d'intérêts privés que les décideurs publics doivent divulguer ainsi que sur le degré de transparence de ces divulgations. Ces données ont servi à établir le récapitulatif présenté dans le graphique 8.4.

Notes relatives au tableau E.1

Les données reflètent les pratiques des pays membres. Pour calculer des agrégats à partir des données nationales fournies sur les déclarations d'intérêts obligatoires au sein des trois pouvoirs et sur leur niveau de divulgation au grand public, tous les intérêts privés et toutes les positions ont été considérés comme d'importance égale et, par conséquent, ont reçu la même pondération. Pour traduire les réponses des pays en points, on a procédé comme suit : les catégories « Interdit » et « Les informations sont divulguées et disponibles publiquement au format imprimé ou électronique » ont été créditées de 100 points, soit le maximum possible. La catégorie « Les informations sont divulguées et disponibles publiquement sur demande » a reçu 67 points (soit le deuxième score possible), et la catégorie « Les informations sont divulguées mais pas disponibles publiquement » 33 points (troisième valeur possible). Aucun point n'a été attribué pour la catégorie « La divulgation n'est pas obligatoire ». Tous les intérêts privés examinés ont reçu la même pondération.

Les données relatives au **Brésil**, à la **Fédération de Russie**, à la **Grèce**, à **Israël** et à la **République tchèque** portent sur 2010. De même, les données relatives aux pouvoirs législatif et judiciaire espagnols portent sur 2010.

Au **Luxembourg**, il n'existe aucune obligation de déclaration des intérêts privés. Aux **États-Unis**, les procureurs appartiennent au pouvoir exécutif. Les hauts fonctionnaires du ministère de la Justice sont tenus de faire des déclarations de patrimoine au même titre que tous les autres agents du pouvoir exécutif, et ces déclarations sont rendues publiques. Pour les procureurs fédéraux de moindre rang, un dispositif distinct et non public de déclaration des conflits d'intérêts s'applique. Les données concernant les juges **norvégiens** excluent les juges non professionnels et les juges des commissions de conciliation. En

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Nouvelle-Zélande, les juges et les procureurs ne sont soumis à aucune obligation de déclaration de leurs conflits d'intérêts. En revanche, des règles de conduite à l'usage des magistrats ont été formulées et peuvent être consultées sur le site des tribunaux néozélandais (www.courtsofnz.govt.nz/business/guidelines/guidelines-for-judicial-conduct). De plus, les procureurs sont souvent également avocats et, à ce titre, sont soumis à des obligations relevant de l'éthique professionnelle (en cas de manquement, ils peuvent, selon les circonstances, être sanctionnés ou même se voir retirer leur autorisation d'exercer). Au **Brésil**, une nouvelle loi sur les conflits d'intérêts pour les agents du pouvoir exécutif et les interdictions pesant sur les anciens agents publics (loi 12.813) est entrée en vigueur en juillet 2013.

Postes extérieurs rémunérés : dans le cadre de règles qui s'appliquent à tous les fonctionnaires en **Autriche** et en **Belgique** et aux juges en **Islande** et en **Suisse**, tout fonctionnaire titularisé doit se soumettre à la décision des autorités si un poste extérieur rémunéré est susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêts. Au **Danemark**, les juges ne peuvent occuper un poste extérieur rémunéré (à condition de le déclarer) que si ce poste est réservé à un juge aux termes de la loi ou si une commission spéciale donne son autorisation. En **Estonie**, la loi interdit au Premier ministre, aux ministres, aux juges et aux procureurs d'occuper des postes extérieurs rémunérés, en dehors des activités de recherche et d'enseignement, qui doivent être déclarées. Au **Japon**, les juges ne peuvent pas occuper de poste extérieur rémunéré tant qu'ils restent en fonctions, sauf autorisation de la Cour suprême. En principe, les juges doivent également obtenir la permission de la Cour suprême ou de leur hiérarchie pour les postes extérieurs non rémunérés. Toutefois, il est déjà arrivé que des juges occupent des postes extérieurs non rémunérés tels que, par exemple, la présidence d'une association de parents d'élèves sans l'autorisation de la Cour suprême ou de leur hiérarchie. Si des informations sur les postes extérieurs des juges sont demandées, aucune information permettant l'identification des juges ne peut être rendue publique. En **Pologne**, le Premier ministre et les autres ministres n'ont pas le droit d'exercer certaines activités susceptibles d'aboutir à des conflits d'intérêts. De plus, ils sont tenus de signaler leur appartenance à des fondations, des sociétés commerciales ou des coopératives, même s'il s'agit de postes non rémunérés.

Emplois antérieurs : en **Estonie**, aucune règle n'oblige les membres des pouvoirs exécutif et législatif à publier des informations sur leurs emplois antérieurs ; toutefois, en pratique, ils prennent les devants et fournissent ces informations.

Actifs, dettes, montant et source des revenus, cadeaux : en **Islande**, le Premier ministre est uniquement tenu de divulguer les prêts qui ont été annulés ou modifiés à son avantage. En **Irlande**, les salaires et indemnités des parlementaires sont rendus publics. De plus, aux termes de lois sur l'éthique, tous les parlementaires et les titulaires de certaines fonctions publiques doivent déclarer leurs intérêts personnels – revenus provenant d'autres sources (postes extérieurs rémunérés), actions, appartenance à des conseils d'administration, terrains, cadeaux, prestations ou voyages à conditions préférentielles, activités de consultant et tout intérêt dans un marché public – dans des déclarations annuelles d'intérêts. Ces renseignements sont mis à la disposition du public au sein d'un registre à cet effet. Au **Mexique**, les cadeaux doivent être déclarés si leur valeur est égale ou supérieure à dix fois le salaire minimum. Des informations sur les fonctionnaires sont publiées en ligne si les fonctionnaires concernés l'autorisent. En pratique, 66 % environ des fonctionnaires diffusent publiquement ces informations. En **Pologne**, le Premier ministre et les autres ministres sont tenus de faire des déclarations précisant, par exemple, leurs actifs, leurs dettes et la source et le montant de leurs revenus. La loi ne prévoit pas que ces

déclarations soient rendues publiques, mais presque tous les ministres acceptent de les publier en ligne.

En Irlande et en Italie, la remise des formulaires de déclaration n'est suivie d'aucune autre étape, mais la plupart des informations fournies sont mises à la disposition du public, ce qui permet aux citoyens eux-mêmes de les examiner.

Tableau E.1. Divulcation de certains intérêts privés et accessibilité des informations fournies au sein des trois pouvoirs, par pays (2012)

		AUS	AUT	BEL	CAN	CHL	CZE	DNK	EST	FIN	FRA	DEU	GRC	HUN	ISL	IRL	ISR	ITA	JPN	KOR	LUX	MEX	NLD	NZL	NOR	POL	PRT	SVK	SVN	ESP	SWE	CHE	TUR	GBR	USA	RUS	BRA	EGY	UKR		
Pouvoir législatif	Président	Actifs	x	o	x	x	●	o	x	●	o	●	o	■	o	o	x	x	x	●	o	●	x	x	x	□	●	●	□	x	x	x	□	x	●	●	□	■	●		
		Dettes	x	o	x	x	●	o	x	●	o	●	o	o	●	o	o	x	x	x	●	o	●	x	x	x	□	●	●	□	x	x	x	□	x	●	□	□	■	●	
		Source des revenus	x	o	x	x	●	o	x	●	o	o	o	●	●	o	o	x	x	x	●	o	●	x	x	x	□	●	●	□	x	x	x	□	x	●	●	□	□	●	
		Montant des revenus	x	o	x	x	o	o	o	□	o	o	o	o	●	o	o	x	x	x	●	o	●	●	x	x	x	□	●	●	□	x	x	x	□	x	●	●	□	□	●
		Postes extérieurs rémunérés	x	P	x	x	●	o	x	●	o	o	P	P	P	o	o	x	x	x	■	o	●	x	x	x	□	P	●	□	x	x	x	P	x	●	o	□	P	●	
		Postes extérieurs non rémunérés	x	P	x	x	●	o	x	o	o	o	P	P	P	o	o	x	x	x	■	o	o	x	x	x	□	P	●	□	x	x	x	■	x	●	o	□	P	●	
		Cadeaux	x	P	x	x	P	o	x	●	o	o	o	□	●	o	o	x	x	x	●	o	□	x	x	x	o	●	o	●	x	x	x	P	x	●	P	o	P	●	
		Emplois antérieurs	x	o	x	x	o	o	x	●	o	o	o	o	o	o	o	x	x	x	●	o	●	x	x	x	o	●	●	□	x	x	x	■	x	●	●	□	■	●	
	Premier ministre	Actifs	●	□	■	●	x	■	●	●	●	□	o	●	●	●	□	●	■	●	o	x	□	●	●	●	●	●	□	●	■	o	□	●	x	●	x	■	●		
		Dettes	●	□	o	●	x	■	o	●	●	□	o	o	o	o	o	□	■	■	●	o	x	□	●	o	●	●	●	□	●	o	o	□	●	x	□	x	■	●	
		Source des revenus	●	o	o	□	x	■	●	●	●	o	o	●	●	o	o	□	■	■	●	o	x	□	●	●	●	●	□	□	■	o	□	●	x	●	x	■	●		
		Montant des revenus	o	o	o	□	x	■	●	□	●	o	o	●	●	o	o	□	■	■	●	o	x	□	o	o	●	●	●	□	□	■	o	□	●	x	●	x	■	●	
		Postes extérieurs rémunérés	●	P	●	P	x	■	P	●	●	o	P	P	P	●	P	□	P	■	o	x	P	●	●	●	P	●	□	■	P	P	P	●	x	P	x	P	●		
		Postes extérieurs non rémunérés	●	□	●	●	x	■	P	o	●	o	●	P	P	●	P	o	□	o	■	o	x	P	●	●	●	P	●	□	■	P	P	□	●	x	o	x	P	●	
		Cadeaux	●	P	o	●	x	■	●	●	●	o	□	□	●	●	●	P	P	o	■	o	□	□	●	●	●	o	●	□	P	o	P	●	x	P	x	P	●		
		Emplois antérieurs	o	o	o	□	x	o	●	●	o	o	o	o	o	o	o	□	■	o	■	o	x	■	o	●	o	o	o	□	■	o	o	□	o	x	□	x	■	●	
	Ministres	Actifs	●	□	■	●	●	■	●	●	●	□	o	o	●	●	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	
		Dettes	●	□	o	●	●	o	o	●	●	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	
		Source des revenus	●	o	o	□	●	■	●	●	●	o	o	●	●	o	o	□	■	o	●	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	
		Montant des revenus	o	o	o	□	o	■	●	□	●	o	o	●	●	o	o	□	■	o	●	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	
		Postes extérieurs rémunérés	●	P	●	P	●	■	P	●	●	o	P	P	P	●	P	□	P	■	o	●	P	●	●	●	P	●	□	■	P	P	P	●	■	P	□	P	●		
		Postes extérieurs non rémunérés	●	□	●	●	●	■	P	o	●	o	●	P	P	●	P	o	□	o	■	o	o	P	●	●	●	P	●	□	■	P	P	□	●	■	o	□	P	●	
		Cadeaux	●	P	o	●	P	■	●	●	●	o	□	□	●	●	●	P	P	o	■	o	□	□	●	●	●	o	●	□	P	o	P	●	■	P	P	P	●		
		Emplois antérieurs	o	o	o	□	o	o	●	●	o	o	o	o	o	o	o	□	■	o	■	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
Pouvoir exécutif	Parlementaires de la chambre haute	Actifs	●	o	■	■	●	■	x	x	x	□	x	x	x	x	●	x	■	■	x	o	■	o	x	x	●	x	x	□	□	x	o	x	●	■	●	■	■	x	
		Dettes	●	o	o	■	●	■	x	x	x	□	x	x	x	x	o	x	■	■	x	o	■	o	x	x	●	x	x	□	□	x	o	x	o	■	□	■	■	x	
		Source des revenus	●	●	o	■	●	■	x	x	x	o	x	x	x	x	●	x	■	■	x	o	■	o	x	x	●	x	x	□	□	x	o	x	●	■	●	■	■	x	
		Montant des revenus	o	●	o	□	o	■	x	x	x	o	x	x	x	x	●	x	■	■	x	o	■	o	x	x	●	x	x	□	□	x	o	x	●	■	●	■	■	x	
		Postes extérieurs rémunérés	●	●	■	●	■	■	x	x	x	o	x	x	x	x	●	x	■	■	x	o	■	●	x	x	●	x	x	□	●	x	o	x	●	■	P	□	■	x	
		Postes extérieurs non rémunérés	□	□	●	●	■	■	x	x	x	o	x	x	x	x	o	x	o	o	x	o	P	●	x	x	●	x	x	□	●	x	o	x	●	o	□	■	■	x	
		Cadeaux	●	P	o	■	P	■	x	x	x	o	x	x	x	x	●	x	P	■	x	o	■	●	x	x	●	x	x	o	x	o	x	o	o	o	■	P	o	P	x
		Emplois antérieurs	o	o	o	■	o	o	x	x	x	o	x	x	x	x	o	x	■	o	x	o	■	o	x	x	o	x	x	□	●	x	o	x	o	■	o	■	■	x	
	Parlementaires de la chambre basse	Actifs	●	o	■	●	●	■	●	●	o	□	o	o	●	●	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	
		Dettes	●	o	o	●	●	■	o	●	o	□	o	o	o	o	o	□	■	■	●	o	■	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
		Source des revenus	●	●	o	●	●	■	●	●	o	o	●	●	●	o	o	□	■	■	●	o	■	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
		Montant des revenus	o	●	o	□	o	■	o	□	o	o	o	o	o	o	o	□	■	■	●	o	■	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
		Postes extérieurs rémunérés	●	●	●	●	●	■	●	o	o	o	P	P	●	●	P	■	■	■	o	P	●	●	●	●	●	●	□	●	■	●	P	●	■	P	□	■	■	■	
		Postes extérieurs non rémunérés	●	□	●	o	●	■	o	o	o	o	o	P	P	●	o	P	■	o	o	P	●	●	●	●	●	●	□	●	■	●	o	□	o	■	o	□	■	■	
		Cadeaux	●	P	o	●	P	■	●	●	o	o	o	□	●	●	●	P	P	■	■	o	■	o	o	o	o	o	o	o	o	P	o	P	●	■	P	o	P	■	
		Emplois antérieurs	o	o	o	●	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o



Extrait de :
Government at a Glance 2013

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Données détaillées sur les déclarations de conflits d'intérêts », dans *Government at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-61-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.